



AGENDA

Séances à huis-clos

Lundi 8 février

— 15h : **Olivier Houdé**
membre de l'Académie :
« Le cerveau et la
décision »
(grande salle des
séances).

Lundi 15 et lundi 22 février

Pas de séance

Lundi 1^{er} mars

— 15h : **Claude Jaffiol**,
ancien Président de
l'Académie de médecine :
« Le diabète »
(grande salle des
séances).



DÉPÔT D'OUVRAGE

Denis Kessler a déposé
sur le bureau de
l'Académie le livre de son
confrère **Jacques de
Larosière, 40 ans
d'égarements
économiques. Quelques
idées pour en sortir**
(Odile Jacob, janvier
2021, 208 p.)

Philippe Levillain a
déposé le livre de Philip
Mansel, *Louis XIV, roi du
monde* (Éditions
Passés/Composés, 2020,
840 p.)



LUNDI 1^{er} FÉVRIER

Le capital familial

Pierre-André Chiappori, membre de l'Académie

La santé joue un rôle central dans la notion de capital humain par son impact direct sur les productivités individuelles mais aussi par son importance dans l'acquisition et le développement de diverses compétences. Des nombreux travaux qui portent sur les liens entre santé et capital humain, une conclusion constante se dégage : celle du rôle essentiel joué par la famille, particulièrement lors des toutes premières années de l'enfance.

La santé des parents a de toute évidence un impact sur celle des enfants, y compris *in utero* comme l'a montré l'impact de la famine qui a ravagé les Pays-Bas à l'hiver 1944. Les enfants conçus lors de cette période manifestaient, plus d'un demi-siècle après, une mortalité plus élevée et des risques pathologiques supérieurs à ceux d'enfants conçus six mois plus tôt ou plus tard. L'existence d'une forte corrélation entre éducation des parents – particulièrement de la mère – et capital humain des enfants a été par ailleurs empiriquement établie depuis longtemps. Ces constatations soulèvent immédiatement la question de la causalité sous-jacente. S'agit-il d'un pur effet de sélection ou peut-on parler de causalité, la naissance dans un milieu économique favorisé ayant des effets de long terme, y compris sur la santé des enfants ? Des études réalisées en Suède sur de larges échantillons consistant à comparer la santé d'enfants adoptés avec celle de leurs frères ou sœurs d'adoption montrent que l'éducation des parents adoptifs influence de façon significative la mortalité. Ces résultats confirment donc la liaison profonde entre santé et capital humain.

Le processus d'accumulation du capital humain met en jeu de nombreux facteurs de production. Les caractéristiques initiales de l'enfant ont une importance primordiale ; s'y ajoutent les investissements parentaux en ressources mais surtout en temps, l'éducation des parents ainsi qu'une multitude de facteurs externes au noyau familial. La question fondamentale devient dès lors celle du degré de complémentarité ou de substitution de ces différents facteurs. L'accès à un système scolaire de qualité a-t-il un impact élevé pour les enfants bénéficiant d'un environnement familial favorable ou permet-il au contraire de compenser les désavantages initiaux ? Un consensus semble se faire autour de cette question technologique : celui de l'importance de l'âge de l'enfant. Au début de sa vie – jusqu'à 5 ans – la substituabilité semble dominer. En revanche, dès la préadolescence, des mécanismes de complémentarité forte paraissent se mettre en place : l'enseignement scolaire profite à tous mais particulièrement aux enfants jouissant d'un avantage initial. S'y ajoute ce que James Heckman nomme une complémentarité dynamique, de sorte que non seulement le processus d'acquisition de compétences mais aussi les disparités qu'il engendre évoluent de façon cumulative. Si cette situation soulève le dilemme entre équité et efficacité, un prédictat fait l'unanimité : un investissement massif sur les premières années de vie, ciblé sur les populations les plus défavorisées, accroît l'efficacité économique tout en réduisant l'inégalité à long terme. Ces idées ont suscité la mise en place de nombreux programmes d'intervention, notamment le *Carolina Abecedarian Project* élaboré dans les années 1970 et permettant de suivre de manière randomisée 4 cohortes d'enfants issus de milieux défavorisés. L'impact éducatif est massif pour les groupes ayant fait l'objet d'un programme de stimulations cognitives et psycho-sociales (36 % des individus accèdent à des études universitaires dans le groupe traité contre 13% dans le groupe de contrôle) et les conséquences sur la santé sont également spectaculaires : les individus traités sont moins sujets à l'hypertension ou à l'obésité et aucun n'est affecté par le « syndrome métabolique ». En revanche, une seconde phase d'intervention randomisée sur des enfants de 6 à 8 ans n'a eu aucun effet significatif sur la santé. Tout se joue donc avant 5 ans.

Le capital humain a pris une importance sans cesse accru dans les économies des pays développés depuis un demi-siècle. Aux États-Unis cela se traduit par une explosion des écarts de rémunération. En Europe, un nombre toujours plus élevé d'individus se voit exclu du marché du travail ou condamné aux emplois précaires sans réelle accumulation de capital humain. Cette tendance a été clairement perçue par les ménages, avec un accroissement de l'homogamie, particulièrement au sommet de la distribution du capital humain. Cela conduit à envisager un accroissement continu de l'écart de compétences entre les enfants issus de milieux favorisés et les autres.

À l'issue de sa communication, P.A. Chiappori a répondu aux questions et observations que lui ont adressées **Ch. Delsol, J. Baechler, D. Andler, A. Vacheron, D. Kessler, X. Darcos, J.R. Pitte, R. Brague, J. de Larosière, M. Bastid-Bruglière, J.C. Trichet, M. Pébereau.**

NOMINATION

Mardi 26 janvier, **Jean-Claude Trichet** a été nommé membre de la commission internationale *High Level Independent Panel* (HLIP) créée par le G20 pour faire des propositions sur le financement de la prévention et du traitement des pandémies mondiales.

DANS LA PRESSE ET SUR LES ONDES

Mercredi 20 janvier, **Jean-Claude Trichet** a donné une interview à Carole Papazian pour la revue *Politique internationale* (🔗). À la question « *Peut-on continuer longtemps comme cela, avec des banques centrales qui jouent aux pompiers et tiennent à bout de bras les économies ?* », il répond : « *Non, et nous le savions déjà avant la pandémie. Le régime antérieur de politiques accommodantes des banques centrales n'était pas tenable sur la durée. Avant même le Covid, il était clair qu'un changement était nécessaire. Quelques chiffres : la FED américaine a déjà, dans son bilan, 45% environ des valeurs négociables du Trésor. Au Japon, la proportion est la même pour le Trésor japonais. En Europe, la proportion est moindre. Mais il est clair qu'une augmentation continue de ces proportions n'est pas soutenable à moyen-long terme. Pas plus que ne peut et ne doit être durable l'inflation anormalement basse, frisant la déflation.* »

Mercredi 27 janvier, M Trichet a participé à un panel vidéo sur **la place de l'Inde dans l'économie mondiale** organisé par le think tank indien *Observer Research Foundation*. Participaient à cette discussion NK Singh, président de la commission des finances de l'Inde et Borge Brende, président du *World Economic Forum*.

Jeudi 21 janvier, **Jacques de Larosière** a été invité à prononcer une allocution sur « **Les dix ans de l'ABE** » à l'occasion du dixième anniversaire de la création de l'Autorité bancaire européenne. (🔗)

Lundi 25 janvier, il a participé, avec une intervention sur « **Une perspective pour la dette publique** » à une vidéoconférence organisée par la Banque Nationale de Hongrie à l'occasion de la remise du Prix Lamfalussy. Le thème de la conférence était « L'avenir de la politique monétaire après la crise du Covid-19 ». (🔗)

Le *Courrier picard* du 24 janvier, « **Le Medef de la Somme veut mobiliser l'épargne des Français pour soutenir les entreprises** », rend compte de la position de Stéphan Butler, président du Medef de la Somme, qui rebondit sur l'idée de Jacques de Larosière de créer des fonds français d'investissement alimentés par l'épargne des Français afin de soutenir les entreprises nationales en difficulté en dopant ainsi leur capacité d'investissement.

Un an après la prise de conscience d'une possible pandémie, **Thierry de Montbrial**, dans son éditorial du 26 janvier, **Vers la deuxième croisade ?** (🔗), évoque le nouveau défi auquel le monde est confronté en 2021, l'espoir de la vaccination se heurtant aux incertitudes quant à la livraison des vaccins et à des variants plus contagieux. La présidence Biden s'installe, elle, sur deux toiles de fond entremêlées : le virus et la Chine, mais si la relation États-Unis – Chine semble se tendre (Hong Kong, Taïwan), les choses ne devraient pas se décider en 2021, du fait de l'interdépendance objective qui lie ces puissances.

Dans « **L'Institut Universitaire de France fête ses 30 ans et monte en puissance** » (🔗), dans *Sciences et Avenir* le 27 janvier, **Olivier Houdé**, administrateur de cet Institut, se félicite de ce que l'IUF, dans le cadre de la nouvelle Loi de programmation de la recherche, passe de 110 lauréats annuels à 200 en 2023 et qu'y soit créées dès 2021 deux nouvelles voies l'ouvrant à des profils centrés sur l'innovation ou la médiation scientifique qui représenteront 20% des lauréats en 2023. Il témoigne de ce que son passage à l'IUF lui a donné le temps et les moyens d'aller plus loin en construisant des expériences d'Imagerie par Résonance Magnétique fonctionnelle et lui a permis un transfert de cette recherche interdisciplinaire apportant des innovations pédagogiques à l'école primaire. Il interviendra lors du séminaire Jean Piaget à l'Université de Genève à partir du 24 février sur le thème « **Recherches et applications pédagogiques** » (🔗 <https://unige.zoom.us/j/94044480963>).

Dans *Atlantico*, Jean-Marc Sylvestre consacre un article à la position d'Olivier Blanchard et **Jean Tirole** qui considèrent que « **l'endettement public est soutenable encore pendant longtemps** » (🔗) : selon eux, il ne faut pas ajouter une angoisse sur la dette à l'angoisse sanitaire, car la sortie de crise devrait libérer la demande et générer des rentrées fiscales. Quant au stock de dette, il devrait baisser tant que les taux d'intérêt resteront très bas, ce qui constitue la seule incertitude.

Samedi 30 janvier, **Alain Duhamel** était l'invité de « Soyons Claire » (*Franceinfo*) pour évoquer *Emmanuel le hardi* (🔗_25').

À LIRE

Une seconde édition de l'ouvrage de **Pierre Delvolvé**, *Droit public de l'économie* (Dalloz, collection Précis, 658 p.) est parue en janvier 2021. Par rapport à la première édition de 1958, cette édition entièrement refondue a pu traiter les questions posées par la crise du Covid-19 dans la perspective plus générale de l'intervention de l'État dans l'économie : les principes qui l'encadrent (spécialement la liberté d'entreprendre), l'organisation par laquelle elle s'effectue, ses objets (monnaie, crédit, marchés financiers, prix, concurrence), ses modalités (encadrement et contrôle), ses prestations (aides publiques, entreprises publiques).

Pierre Brunel vient de publier, dans un volume dirigé par Didier Alexandre, *Paul Claudel aujourd'hui* (Éditions Garnier), un texte intitulé « Paul Claudel et la mondialisation. Pour une relecture du *Soulier de satin* ». Chez le même éditeur, dans la *Revue européenne de recherches sur la poésie* (n°6) viennent de paraître deux de ses articles : « Sur un poème de Germain Nouveau, "Les trois épingles" » (🔗) et « De l'angoisse à l'espoir. Le Chant des Sirènes ». (🔗)